

L'Aigle Infos

L'information qu'il vous faut!



HEBDOMADAIRE INDÉPENDANT D'INFORMATIONS GÉNÉRALES N° 230 - LUNDI 27 JUIN 2022 - PRIX : 3000 GNF - ZONE CFA : 500

Accident de Kolaboui



Le ministre Bachir Diallo évoque le sujet devant les services de police

P.5

MoDel



Aliou Bah réagit au report de la marche du FNDC

P.5

Loi sur le droit d'auteurs



Les précisions du DG du FODAC

P.8

Situation sociopolitique

Le président de l'UFDG rencontre des responsables du département d'État américain

P.2

Suspension de la marche du FNDC

Ce qu'en pense Keamou Bogola Haba du FNDC

P.7

Féguifoot

Le regard d'un président de club sur le CONOR

P.8

Interview

P.3

Reprise des manifestations

«Il n'y a pas de raison qu'il y ait des tiraillements»

P.3



Édito à vue d'Aigle

Un cadre de dialogue de tous les espoirs!

Force est de reconnaître que la transition guinéenne conduite par le tombeur d'Alpha Condé est dans une sorte d'impasse. Le manque de dialogue direct entre les acteurs sociopolitiques les plus représentatifs et le CNRD crée des tensions dans le pays. Le Front national pour la défense de la Constitution (FNDC) avait menacé d'organiser le 23 juin dernier une marche citoyenne et pacifique à Conakry pour exiger des autorités de la transition le respect des droits de l'homme, la publication de la liste des membres du CNRD, la déclaration des biens des membres du CNRD et du Gouvernement et un retour rapide à l'ordre constitutionnel.

P.2

Édito à vue d'aigle



Un cadre de dialogue de tous les espoirs !

Force est de reconnaître que la transition guinéenne conduite par le tombeur d'Alpha Condé est dans une sorte d'impasse. Le manque de dialogue direct entre les acteurs sociopolitiques les plus représentatifs et le CNRD crée des tensions dans le pays. Le Front national pour la défense de la Constitution (FNDC) avait menacé d'organiser le 23 juin dernier une marche citoyenne et pacifique à Conakry pour exiger des autorités de la transition le respect des droits de l'homme, la publication de la liste des membres du CNRD, la déclaration des biens des membres du CNRD et du Gouvernement et un retour rapide à l'ordre constitutionnel. Nombreux sont les partis et coalitions politiques qui ont annoncé par voie de presse qu'ils accompagneraient le FNDC dans sa démarche. Il aura fallu une médiation du collectif des sages et religieux du pays pour que Foniké Menguè et ses camarades du FNDC reportent leur marche, à la grande joie de tous les Guinéens soucieux de la préservation d'un climat de paix et de quiétude dans leur pays.

Le 20 juin 2022, à la faveur d'un point de presse qu'il a animé pour faire le compte rendu de la récente immersion gouvernementale à l'intérieur du pays, le Premier ministre de transition, Mohamed Béavogui, a annoncé, dans les jours à venir, un véritable dialogue, sans tabou, franc et inclusif.

« Il est temps que les Guinéens se mettent ensemble pour travailler. Nous n'avons pas le temps de nous diviser et de multiplier les querelles. Les Guinéens souffrent. Nous avons les moyens de réduire cette souffrance, cela se fera par le dialogue et dans la paix. Aujourd'hui plus qu'hier, une union sacrée s'impose entre les Guinéens. Au nom du Président de la Transition et du CNRD, j'invite à un sursaut national. J'appelle toutes les forces vives de la nation autour de la table du dialogue. Je vous assure de la détermination du CNRD et de mon gouvernement à travailler main dans la main avec tous les acteurs concernés pour rendre ce dialogue le plus inclusif et le plus constructif possibles. Notre objectif est unique : celui de créer un environnement qui permette d'améliorer durablement les conditions de vie de nos compatriotes. Il n'est jamais trop tard pour se retrouver, et aucun sacrifice n'est de trop dans la construction de notre chère Nation. Nos divergences doivent servir de point de départ pour des discussions constructives afin de mettre en œuvre les actions concrètes et nécessaires qui permettront le retour à l'ordre constitutionnel. », a déclaré le locataire du palais de la Colombe.

Ce lundi 27 juin 2022, le chef du gouvernement de transition devrait rencontrer les représentations des forces vives de la nation (partis politiques, société civile, syndicats, etc.) pour discuter des modalités de mise en place d'un cadre de dialogue que les Guinéens appellent de leurs vœux pour une transition apaisée et consensuelle. Pour beaucoup, c'est le cadre de dialogue de tous les espoirs.

Kéfina Diakité

L'Aigle Infos
L'information qu'il vous faut!



Autorisation N°299/PR/TPI/K/2018 - Siège : Hamdaye 2 Commune de Ratoma, Sur la route Le Prince à côté de la Mosquée Diakitéya - BP : 6184 Conakry - République de Guinée
E-mail : laigleinfosgn@gmail.com - tél. (+224) 621935388

Administrateur Général

Ali Kéfina Diakité
Tél. +224 621935388

Directeur de Publication et Rédacteur en Chef

Ali Badara Condé

Secrétaire Général de la Rédaction

Amadou Tidiane Diallo

Comité de Rédaction

Ali Badara Condé, Tidiane Diallo, Samory Kéita, Ali Kéfina Diakité, Mamoudou Diakité, Mamadou Saidou Barry

Service Commercial, Marketing, Abonnement, Annonces et Pub

Mamadou Saidou Barry
627932508

Imprimeur

Arbaba Barry
628463493

Imprimerie

Le Scribe

Distribution

L'Aigle Infos/Maison du Livre

Mise en page

L'Aigle Infos

Edité par : Kéfina Sarlu (Société de Régie, d'édition et de Communication)

SITUATION SOCIO-POLITIQUE DE LA GUINÉE

Le président de l'UFDG rencontre des responsables du département d'État américain

Le mardi 21 juin, le président de l'Union des forces démocratiques (UFDG), Cellou Dalein Diallo, a rencontré des responsables du département d'État américain et l'ambassadeur des États-Unis en Guinée. Les échanges étaient axés essentiellement sur la transition guinéenne qui se trouve dans une sorte d'impasse.



« J'ai eu, ce mardi 21 juin, des échanges très fructueux au Département d'Etat américain avec M. Ervin Massinga, premier sous-secrétaire d'Etat adjoint pour les affaires africaines entouré de ses collaborateurs, Mme Elizabeth Pelletreau, Directrice du Bureau de la démocratie, des droits de l'homme et du travail et M. Brian Neubert, Directeur des Affaires Ouest-Africaines, en présence de l'Ambassadeur des USA en Guinée M. Troy Fitrell, sur la transition en Guinée.

J'ai noté avec satisfaction l'intérêt que nos interlocuteurs portent à un retour diligent à l'ordre constitutionnel dans notre pays et leur disponibi-

lité à accompagner le processus.

Nous avons noté une parfaite convergence de vue sur la nécessité, en cette période d'exception, de promouvoir le dialogue politique à l'effet d'obtenir un consensus aussi large que possible sur les termes de la transition.

Nos interlocuteurs n'ont pas manqué d'exprimer leurs préoccupations face à la suspension par les autorités de certaines libertés fondamentales notamment la liberté de manifestation », a écrit le président de l'UFDG, Cellou Dalein Diallo qui, faut-il rappeler, est attendu par la CRIEF dans le dossier Air Guinée.

Kéfina Diakité

Lire L'Aigle Infos, c'est lire la vérité et la vertu

REPRISE DES MANIFESTATIONS

« Il n'y a pas de raison qu'il y ait des tiraillements » (Cherif Abdallah, GOHA)

Dans un entretien accordé à notre rédaction, le président du Groupe Organisé des Hommes d'Affaires (GOHA) a abordé plusieurs sujets, notamment la situation du pays, l'évolution du GOHA, la manifestation du FNDC, d'éventuelles sanctions de la CEDEAO contre la Guinée. Lisez...

L'Aigleinfos: Comment se porte le GOHA, et qu'est-ce que vous avez fait comme activité depuis le coup d'Etat du 05 septembre 2021?

Cherif Abdallah Haidara : Le GOHA se porte bien. Et actuellement nous sommes en train de réactualiser toutes les sections et sous-sections du GOHA à l'intérieur comme à l'extérieur du pays. Nous avons fait le tour du pays et en dehors du pays pour ce travail là.

L'Aigleinfos: Au lendemain de la prise du pouvoir par le CNRD, vous aviez promis de vous battre pour réduire les prix sur le marché guinéen. Mais les Guinéens continuent à souffrir de la cherté. Est-ce que cela veut dire que vous n'êtes pas écouté ?

Cherif Abdallah Haidara : Non! Nous sommes écouté. Mais vu le contexte actuel au niveau international après la COVID-19 qui a frappé tous les pays, le monde entier était fermé à cause de cela. Nous en Guinée, c'est un cas particulier parce qu'il y a eu trop de problèmes. La grande lutte contre le troisième mandat à laquelle nous avons participé activement et aussi l'arrivée des militaires au pouvoir et ensuite le déclenchement de la guerre en Ukraine. Moi-même j'ai été en Ukraine. J'ai fait le tour. J'ai signé beaucoup de partenariats à l'époque. Vous le savez, beaucoup de produits viennent de là-bas. Et ça, ça a créé une autre tension au niveau international. Ça a perturbé le marché mondial. Au niveau du carburant, au niveau des denrées de première nécessité. Donc, la Guinée ne pouvait pas échapper à tout ça. Donc, c'est ce qui justifie un peu l'appel que nous avons



lancé. Et je pense que ça a été entendu comme cela a été toujours. Et nous cherchons tous des solutions. C'est pourquoi, nous sommes actuellement ici pour voir dans quelle mesure on peut faire d'autres relances avec des nouveaux visages des opérateurs économiques étrangers, mais aussi des ressortissants guinéens qui ont été toujours sollicités à revenir dans le pays si la sécurité est assurée et que les nouvelles autorités arrivent à les rassurer par rapport à la facilitation des transactions. En tout cas, si les portes ne sont pas fermées, je pense qu'on peut trouver des solutions.

L'Aigleinfos: Donc, c'est un mauvais procès qu'on fait aujourd'hui aux opérateurs économiques, puisqu'on vous accuse de fixer, de façon fantaisiste, les prix sur le marché ?

Cherif Abdallah Haidara : Je pense que ça, ce sont des mensonges. Ce sont

des mauvaises personnes qui cherchent à gâter les images des opérateurs économiques dans ce cadre-là. Parce que ce qui vient en Guinée, vous le savez nous sommes un pays importateur de ce qu'on consomme malheureusement. C'est pourquoi, nous n'avons pas évité depuis plusieurs années ceux qui connaissent d'ailleurs les activités que nous faisons sur le terrain, nous avons encouragé les opérateurs économiques guinéens à se lancer dans l'agriculture sérieusement. Et lorsqu'ils se sont lancés dans l'agriculture, tout le monde sait leurs plantations ont été attaquées dans la zone de Forécariah et Dubreka et dans plusieurs endroits du pays. Donc, les autorités n'ont pas prêté attention à ça. Nous avons lancé des appels, écrit à plusieurs reprises aux autorités et cela a découragé beaucoup qui voulaient investir dans l'agriculture. Et tant que nous ne sommes pas lancés dans l'agriculture, l'autosuffisance alimentaire, il ne fait pas espérer grand-chose. Donc, ça c'est le rôle des responsables de l'État de proté-

ger les opérateurs économiques et de faciliter, sécuriser pour qu'on se lance. Ce que nous espérons avec le CNRD, nous pensons que les choses vont s'améliorer. En tout cas, on est en train d'observer, attirer leur l'attention.

L'Aigleinfos: Alors, vous l'avez rappelé, le monde est secoué par cette guerre en Ukraine. Est-ce que vous êtes en contact avec les autorités actuelles pour un peu pallier les difficultés du passé ?

Cherif Abdallah Haidara : J'avoue que depuis quelque temps, nous ne sommes pas en contact. Je ne sais pas pour quelle raison. En tout cas, ce n'est pas de notre côté. Et nous avons l'espoir que les autorités vont faire une ouverture entre elles et nous par rapport à cette situation-là. Parce qu'on ne peut pas changer la réalité du terrain comme ça. Je pense que c'est très important à ce qu'on soit uni. Mais, si on pense trouver des nouveaux interlocuteurs alors que la représentativité est ailleurs, je pense que c'est une erreur que les gens ne doivent pas entrer. Même si d'autres cherchent à écarter notre organisation par rapport aux activités qui se passent sur le terrain. Et si la situation est difficile, je pense que c'est tout le monde qui va en pâtir.

L'Aigleinfos: Alors vous vous êtes battus, il faut le rappeler, contre le troisième mandat d'Alpha Condé au sein du FNDC. Au lendemain de la prise du pouvoir par l'armée, vous avez été l'un des premiers à se rallier à la junte. Aujourd'hui, le FNDC croise le fer avec la junte. Il a reporté sa manifestation pour le 30 Juin prochain si un dialogue sincère n'est pas ouvert. De quel côté êtes-vous ?

Cherif Abdallah Haidara : Vous savez, moi, en tant que citoyen guinéen, quand la situation se pose, nous avons toujours dit, je pense que les discours vont dans tous les sens. Nous ne voulons pas à ce que la transition échoue. Parce que si elle échoue encore, nous allons revenir en arrière. Effectivement, nous

avons lutté contre le troisième mandat, parce qu'on ne pouvait pas accepter que le mal continue. (...) Je pense que je suis l'un des premiers guinéens qui a fait une vidéo pour soutenir colonel Mamadi Doumbouya à l'époque le même jour où ils (les militaires) ont pris le pouvoir. Nous avons dépensé beaucoup de millions pour attirer l'attention de tout le monde pour essayer d'apaiser la situation, que les militaires arrivent à travailler convenablement pour une transition réussie et apaisée dans notre pays. Surtout nous avons l'espoir que ça allait dans ce cadre-là. Nous espérons toujours qu'il y ait une ouverture entre tous les acteurs du pays et le CNRD pour pouvoir travailler dans l'intérêt de la Guinée. Il n'y a pas de raison qu'il y ait des tiraillements.

L'Aigleinfos: Est-ce que vous allez prendre part quand même à la manifestation du FNDC ?

Cherif Abdallah Haidara : Moi je suis un observateur averti. Je suis en train de voir la situation sur le terrain. Tout ce que je vais demander aux uns et aux autres c'est d'épargner les opérateurs économiques par rapport au mal que nous avons connu par le passé, des destructions de biens. Parce que si on touche un cheveu d'un opérateur économique, nous allons réagir et conséquemment. Donc, nous espérons que la sécurité sera là pour protéger les opérateurs économiques et de leurs biens. Pour le moment, nous observons la situation. Et nous voulons qu'il y ait l'unité et l'entente. Nous voulons à ce qu'il y ait dialogue réel et sincère entre tous les acteurs du pays pour que la transition se passe convenablement. Parce qu'il ne faut pas qu'on écoute les personnes qui cherchent des intérêts personnels et qu'on laisse l'intérêt général pour le pays. Parce que dès qu'un nouveau pouvoir arrive, ils ont des nouveaux amis. Et

(Suite P.4)

Lisez le journal numérique sur le site

Kéfinafasso
www.kefinafasso.com

Votre site indépendant d'information tous azimuts.

REPRISE DES
MANIFESTATIONS

« Il n'y a pas de raison qu'il y ait des tiraillements » (Cherif Abdallah, GOHA)

je pense que les autorités ne doivent pas écouter ça. Ils doivent ouvrir le dialogue. Quand on est président de la République, vous êtes président de tout le monde.

L'Aigleinfos: En clair, êtes-vous du FNDC ?

Cherif Abdallah Haidara : Vous savez, moi je suis citoyen guinéen. Donc je suis avec tout le monde. Pour le moment je suis en train d'observer.

L'Aigleinfos: Si toutefois, il n'y a pas d'entente, la CEDEAO va engager des sanctions contre les membres du CNRD et cela même concerne certains opérateurs économiques qui sont avec le CNRD. Quel commentaire faites-vous ?

Cherif Abdallah Haidara : Moi, je ne souhaite pas qu'on arrive jusqu'aux sanctions au niveau de la CEDEAO, ou de l'Union africaine. Je ne souhaite pas ça pour notre pays. Je ne souhaite pas qu'il y ait des sanctions à l'endroit de quelconques opérateurs économiques de notre pays, parce que ça, ça gâte l'image de l'ensemble des opérateurs économiques même si tout le monde n'est pas dans le même panier, ne fait pas la même chose, et tout le monde n'a pas la même vision et action sur le terrain. Mais nous voulons à ce que tout le monde ait la liberté de travailler au sein de notre République, au sein de la CEDEAO. En tout cas, le rôle de notre organisation, c'est la promotion et la protection des droits des opérateurs économiques dans son en-

semble que vous êtes membres ou pas de notre organisation. Et nous espérons qu'il y a aura une solution pour éviter à ce qu'il y ait des sanctions. Parce que de toute façon, ce sont des hommes avertis. On n'arrive pas à décoller. Je suis seulement un peu étonné parce que je vois que les autorités ne nous contactent pas pour pouvoir discuter avec elles, pour l'intérêt de ces opérateurs économiques, pour l'intérêt de notre pays. Mais je pense que ça c'est quelque chose qui va passer. De toute façon, nous sommes là, et nos activités continuent.

L'Aigleinfos: Est-ce que vous avez tenté d'expliquer aux nouvelles autorités les pertes que les opérateurs économiques ont subies sous l'ère Alpha Condé ?

Cherif Abdallah Haidara : Nous avons écrit aux autorités. Et les rapports qu'on a déposés, on a demandé à ce que les opérateurs économiques soient indemnisés. Parce que dire qu'on va aller en justice, il faut contacter les opérateurs économiques et prendre leur décision et nos conseillers qui sont nos avocats. Si on part en justice, c'est pour porter plainte contre l'État. Ce qu'on n'a pas fait d'abord. Parce que ce sont les autorités de maintenant-là qui devaient arrêter ceux qui ont commandité ces pillages des opérateurs économiques. Mais ils n'ont pas fait. C'est très décevant. Je pense que les choses vont s'améliorer au fil du temps. Mais sinon, ce sont les autorités qui doivent voir dans quelle mesure parce qu'ils avaient pris des engagements de dédommager les opérateurs économiques victimes de destructions des biens. En tout cas, nous sommes à l'écoute.

Interview réalisée par
Amadou Tidiane Diallo

REPORT DE LA MARCHÉ DU 23 JUIN

Le FNDC en donne les raisons

Suite à une médiation du collectif des sages et religieux du pays, le FNDC a dû reporter la marche qu'il avait projetée pour le jeudi 23 juin, pour donner une chance au Premier ministre qui a appelé récemment toutes les forces vives de la nation à un véritable dialogue, sans tabou, franc et sincère.



« Concrètement, le message pour lequel nous sommes venus voir le FNDC c'est des suspendre l'avis de marche pour retourner à la table de négociations, à la table de dialogue. Le FNDC a promis de se réunir et va répondre d'un moment à l'autre », a déclaré l'ancien ministre de la Santé et de l'Hygiène Publique Édouard Gnankoye Lamah, au nom du collectif des sages, au sortir de la rencontre avec le FNDC.

Comme il fallait s'y attendre, quelque temps plus tard, le FNDC a annoncé le report de sa marche, à travers une déclaration lue par Billo Bah, responsable des antennes, des actions et des mobilisations du mouvement.

« Considérant l'attachement et la fidélité de la Coordination nationale du FNDC et de ses antennes aux règles et principes de la démocratie et de l'Etat de droit, Considérant sa profonde aspiration à une transition réussie et apaisée dans l'intérêt exclusif du peuple de Guinée, Considérant l'appel au dialogue des institutions régionales, continentales et internationales que sont la CEDEAO, l'Union Africaine et les Nations Unies,

Compte tenu des démarches entreprises auprès de la coordination nationale par des chefs coutumiers, religieux, des organisations et associations traditionnelles mais aussi des organisations de la société civile et autres

bons offices,

Prenant la mesure de la déclaration d'intention du Premier Ministre sur l'ouverture d'un cadre dialogue sous sa présidence avec la participation de la CEDEAO, de l'UA et des Nations Unies pour aplanir les divergences pour une sortie de crise;

Le FNDC informe l'opinion nationale et internationale qu'il observe une trêve d'une semaine en suspendant la marche citoyenne et pacifique prévue ce jeudi 23 juin 2022 dans le grand Conakry jusqu'au 30 Juin 2022 afin de donner une chance à la matérialisation du cadre de dialogue annoncé avec des acteurs sociopolitiques ayant

des revendications sur la conduite de la transition.

Toutefois, le FNDC rappelle qu'en l'absence de résultats probants pendant cette période

de suspension de son mot d'ordre, il se trouvera dans l'obligation de renouveler son

appel à manifester afin d'obtenir la satisfaction de ses revendications légitimes.

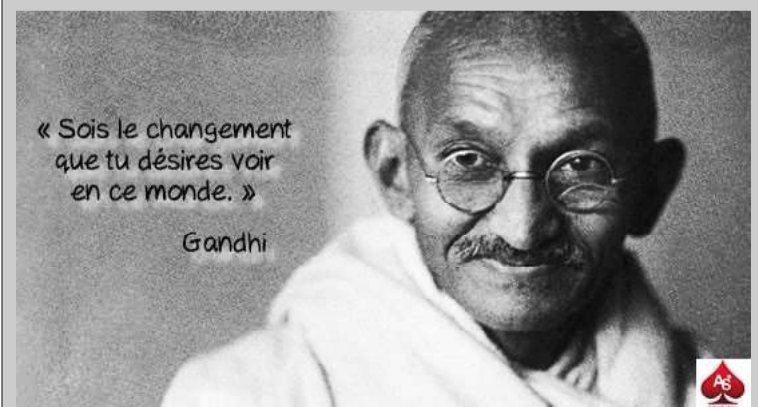
Le FNDC appelle les citoyens pro-démocratie et épris de justice à rester mobilisés jusqu'au retour diligent à l'ordre constitutionnel dans la paix et la quiétude sociale.

Ensemble unis et solidaires, nous vaincrons », a-t-il déclaré.

Tidiane Diallo

GANDHI

« Sois le changement que tu désires voir en ce monde »

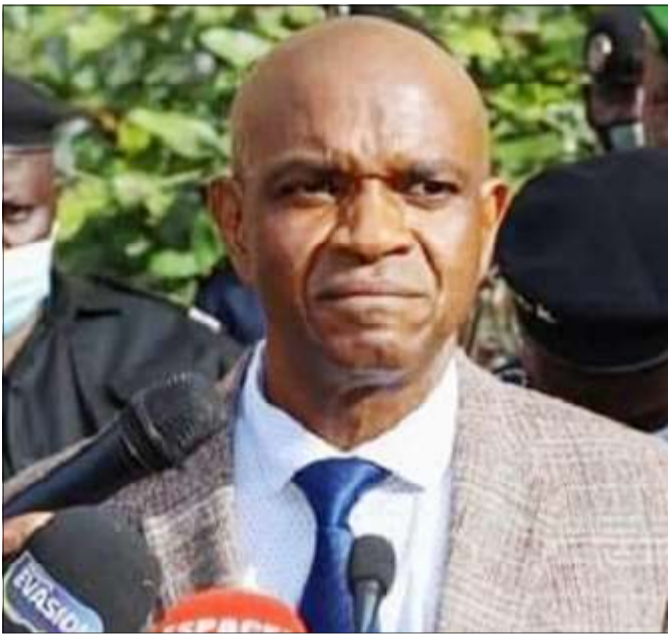


(On aime beaucoup cette citation sur le changement de Gandhi parce qu'elle incarne un élan, une pensée positive active qui interdit de se poser en victime. Oui, le monde n'est pas parfait, mais pour le changer, VOUS devez commencer par changer.)

ACCIDENT DE KOLABOUI

Le ministre Bachir Diallo évoque le sujet devant les services de police

A la faveur d'un rassemblement des services de sécurité et de la protection civile qui s'est tenu le vendredi 24 juin à Coléah, le ministre Bachir Diallo est revenu sur le tragique accident de Kolaboui qui a fait onze morts et dans lequel son cortège était impliqué.



« Entre Boké et Kolaboui, un chauffeur-apprenti, je le précise bien, a fait un dépassement en troisième position, je ne sais pas s'il avait un permis, seul Dieu nous le dira à l'au-delà maintenant, et c'était sans appel. Il y a eu 11 morts et 4 blessés malheureusement. Que les âmes de ces malheureux défunts innocents reposent en paix », a indiqué le ministre de la Sécurité et de la Protection civile. Et d'ajouter: « Il a fallu faire venir les ambulances des préfectures, des casernes partout pour transporter les corps à leur lieu de destination finale. Le Premier ministre ne voulait pas me laisser là-bas, parce qu'il comprenait bien dans quel état d'âme j'étais. J'ai dit

au Premier ministre, je ne peux pas aller, je suis obligé de rester ici. Je suis resté jusqu'au départ du dernier corps. Et je suis allé à l'hôpital de Kamsar pour revoir les blessés, voir les autorités de l'hôpital, les encourager et leur donner un peu de ressources et donner les instructions aux services de police de Boké pour s'occuper d'eux. Heureusement ils sont tous sortis de l'hôpital (...). Je pouvais également mourir dans cet accident. Mais si je mourais moi, c'était pour une bonne cause. Je serais mort en mission commandée. Il n'y avait qu'à dire que son âme repose en paix. Parce que ça pouvait arriver à n'importe qui. ». Espérons que des dispositions pratiques seront prises par les autorités en charge de la sécurité pour minimiser les risques d'accident de la circulation.

Kèfina Diakité

FACILITATION DE LA COMMUNAUTÉ INTERNATIONALE

Les Forces vives en font une exigence dans le cadre du dialogue

Les Forces Vives de la Nation tiennent absolument à une facilitation de la communauté internationale dans le cadre du dialogue sociopolitique en Guinée. Elles l'ont fait savoir cette semaine à travers un communiqué publié dans la presse.

« Les Forces Vives de la Nation, ont appris avec beaucoup d'intérêts le lundi 20 juin 2022, par voie de média, la déclaration du Premier Ministre et chef de gouvernement, Mohamed BEAVOGUI, appelant à un dialogue national annoncé sans tabou, franc et inclusif.

Les Forces Vives de la Nation se félicitent et saluent ce premier pas vers l'ouverture d'un cadre de dialogue que les partis politiques et la société civile réclament depuis belle lurette.

Les Forces Vives de la Nation attendent, ainsi, que cette annonce soit officiellement formalisée, dans le respect de l'esprit de l'article 77 de la Charte de la Transition, et ce, avec diligence, compte tenu de la nécessité de recherche d'un accord rapide



entre les parties prenantes pour garantir la stabilité sociale, politique et économique du pays pendant cette période d'exception.

Pour cela, au regard de la méfiance et du déficit de confiance qui se sont installés ces derniers mois entre les Autorités de la Transition et les acteurs sociopolitiques du pays, les Forces Vives de la Nation jugent nécessaire que ce cadre de dialogue soit placé sous la facilitation effective de la communauté internationale (CEDEAO, G5 et SNU) pour garantir la confiance et favoriser un consensus rapide face aux urgences qui s'imposent.

Les Forces Vives de la Nation invitent la communauté internationale (CEDEAO, G5 et SNU) à diligenter leur appui à la Guinée pour la facilitation du dialogue, la mise à disposition de l'expertise nécessaire à la recherche du consensus et le suivi de la mise en œuvre des accords.

Vive les Forces Vives de la Nation,

Vive la République,

Que Dieu Bénisse la Guinée, Amen !

Toutes et tous pour une transition réussie. », note-t-on dans le communiqué des Forces vives de la nation.

Kèfina Diakité

MODEL

Aliou Bah réagit au report de la marche du FNDC

Le jeudi 23 juin, dans l'émission Mirador de FIM FM, Aliou Bah, le président du MoDeL, depuis la France, a réagi au report de la marche projetée le même jour par le FNDC. Un report rendu possible grâce à la médiation du collectif des sages et religieux de Guinée.

« Je salue la maturité dont a fait preuve le FNDC à travers sa coordination. Je rends hommage à tous ceux qui se sont impliqués de façon directe ou indirecte à la prise de cette décision. Le MoDeL est membre à part entière du FNDC. Nous avons contribué à notre façon à faire en sorte que les lignes bougent dans la bonne direction. Il se trouve aujourd'hui que c'était la décision la plus sage et la plus opportune à prendre », a indiqué déclaré Aliou Bah. Il a par ailleurs invité les autorités

de la transition à créer le cadre de dialogue tant souhaité par la classe politique. « Je considère que les autorités en place pourront faire l'interprétation qui sied par rapport à cette décision. De ne pas bomber le torse et en faisant preuve d'arrogance pour interpréter ça comme étant du recul ou de la faiblesse. C'est plutôt une opportunité qu'il faut donner au Premier ministre qui a prononcé un discours responsable et salutaire (...). Son discours avait un sens et il était de notre responsabilité

de donner de la force à ce discours là afin qu'il dispose de toutes les marges de manœuvre nécessaires pour créer cette fois-ci un cadre de dialogue parce qu'il ne faut rester aussi dans les gros mots », a-t-il ajouté.

Tidiane Diallo



100 JOURS DU CNT

Dr Dansa Kourouma face aux étudiants de Kindia

Le samedi 25 juin, le président du Conseil National de la Transition (CNT), Dr Dansa Kourouma, a animé une conférence-débat à l'université de Kankan pour dresser le bilan des 100 jours du CNT et parler des perspectives de cet organe législatif de la transition.



« L'événement qui nous rassemble aujourd'hui est d'une importance capitale car il concerne la vie de notre nation et de notre patrie. Il s'inscrit dans le cadre de la fondation de notre démocratie, qui doit être transmise de génération en génération. Pour rappel, la mission du CNT en date du 05

mars 2022 dans la zone de Kindia, était un exercice de recueils d'opinions, d'avis et attentes de nos populations sur la démarche la plus appropriée à adopter pour réussir la transition dans la paix. Aujourd'hui, il s'agit d'une sorte de communication sur la mission et les organes du CNT, son bilan

depuis sa mise en place ainsi que ses perspectives. Cette démarche démontre que les différentes composantes de la population guinéenne ainsi que leurs points de vue comptent dans le processus de construction de notre nation. Je saisis cette heureuse occasion pour attirer votre bienveillante attention, au nom de ma hiérarchie de tutelle, sur un ambitieux projet de réhabilitation et d'extension de l'Université de Kindia, pour une capacité de 25.000 à 30.000 étudiants, avec un campus pour dortoirs d'environ 2000 places pour les étudiants. Je souhaite humblement, votre appui dans la recherche et la mobilisation des partenaires techniques et financiers pour la réalisation de ce projet, au bénéfice de la jeunesse guinéenne », a expliqué le recteur de l'université de Kindia, Pr Daniel Lamah.

Dans son intervention de circonstance, le président du Conseil National de la Transition, Dr Dansa Kourouma, a dit ceci : « Cette rencontre s'inscrit dans le cadre d'une série d'activités entre-

prises par le conseil National de la transition dont j'ai la charge de diriger. Nous sommes à l'université de Kindia pour vous informer sur les objectifs de la transition, les objectifs du CNT et les activités qui sont menées par cette institution. La politique du CNT c'est pour qu'on ait dans ce pays une transition réussie, apaisée et qui va nous permettre de parvenir à un retour rapide à un ordre constitutionnel.

Pour le faire, il faut qu'on ait une bonne constitution. Vous savez, les universités sont des temples du savoir. Ce qui veut dire que vous êtes l'avenir de ce pays. Alors il faut que vous soyez les garants de cette constitution. Alors le CNT quitte l'hémicycle dans les conforts pour venir discuter avec vous pour que vous preniez conscience et votre responsabilité face à la chose. Parce que vous étudiants d'aujourd'hui c'est vous les cadres de demain, mais en condition, que vous soyez bien inspirés et motivés pour défendre les causes justes et nobles de notre pays. Mais si vous défendez l'eth-

nie, la religion et vous faites la promotion de la médiocrité, vous allez mettre la Guinée en lambeaux. Une Guinée qui ne répondra pas à vos aspirations. Et vous serez des complices de l'histoire. Voulez-vous être les complices de l'histoire ? Vous devez vous associer car le projet du CNRD n'est pas un projet du colonel Mamadi Doumbouya, c'est un projet de la Guinée, c'est un projet pour les Guinéens. Nous allons ensemble écrire notre constitution.

Donc c'est notre projet. Nous devons nous l'approprier, faire de ce projet une réalité. Le CNT quitte l'hémicycle pour demander aux étudiants de Foulayah, si vous êtes des Guinéens, de bons Guinéens et vous êtes préoccupés par l'avenir, impliquez-vous pour la réussite de cette transition. Parce que les réformes qu'on obtiendra, que l'on consentira ensemble, si elles sont partagées, elles réussiront autant, parce que chacun de nous, deviendra le gardien de ces réformes-là »

Tidiane Diallo

SUSPENSION DE LA MARCHÉ DU FNDC

Ce qu'en pense Keamou Bogola Haba du FNDDT

Comme il fallait s'y attendre, le report de la marche du FNDC a fait réagir beaucoup d'acteurs politiques et de la société civile. C'est le cas par exemple de Keamou Bogola Haba, le coordinateur national du Front national pour la défense de la transition (FNDDT) qui demande plutôt à Foniké Menguè et Cie d'arrêter les menaces.

« Nous avons demandé que notre pays soit un pays de paix, que les manifestations s'arrêtent. Et nous pensons qu'au-delà même de cela, il faut arrêter les menaces. Notre pays a besoin d'attirer les investisseurs aussi bien nationaux qu'étrangers. Et si nous voulons absorber le chômage dans notre pays, il faut que nous soyons capables de stabiliser le pays. Et pour le faire, évidemment, les forces de défense et de sécurité font beaucoup. Nous sommes un pays qui n'est pas en guerre, nous avons tou-

jours fait face aux rébellions qui sont venues d'ailleurs, nous avons toujours pris des mesures par rapport au terrorisme. Donc ça, ce sont des risques majeurs. Maintenant, quant aux risques liés à la stabilité politique, c'est ce que nous n'avons jamais pu faire. Et nous pensons que cette transition doit nous permettre de résoudre ce problème. Et cela c'est au niveau citoyen. C'est pourquoi nous voulons remercier l'ensemble des antennes du FNDDT, l'ensemble des associations partenaires du FNDDT et toutes les autres

organisations aussi bien religieuses ou régulateurs sociaux qui ont tous œuvré pour que nous puissions évidemment renoncer à cette manifestation. Nous souhaitons qu'elle soit définitive. C'est pourquoi nous lançons un message aussi à l'ensemble des leaders politiques de comprendre qu'on ne peut pas continuer à faire la même chose et obtenir un résultat différent. Et dans notre pays, nous avons pensé que la politique seule peut résoudre. Mais nous venons de constater que ça ne pourra pas résoudre. Les

divisions ont été tellement trop dans ce pays que chacun avait peur de l'autre. Et donc la transition doit être une occasion pour nous de trouver un consensus national, d'avoir un agenda commun et en même temps de renouveler complètement notre unité. Et cela passe par le fait de dire de s'occuper de notre pays par le travail, la justice et la solidarité, évidemment par la fin des manifestations. C'est cela que nous lançons à l'ensemble des acteurs politiques aussi d'ici qu'à l'étranger. Je crois que chacun doit



changer de stratégie et abandonner complètement cette option des menaces et de manifestation. », a confié Keamou Bogola Haba à Mediaguinee.

Tidiane Diallo

ORGANISATION DES MANIFESTATIONS DE RUE

Le FNDC et des partis politiques indexés

Dans un communiqué publié le 22 juin 2022, la cellule de veille de la coordination nationale des Comités locaux de suivi de la Transition (CST) a fait savoir qu'elle a été informée que des responsables du FNDC et des politiques auraient distribué de l'argent et des stupéfiants aux jeunes en vue de la marche projetée pour le jeudi 23 juin à Conakry. Une marche qui, on le sait, a été reportée suite à une médiation du collectif des sages et religieux du pays.

« Dans le but de réussir un processus transitoire apaisé, la coordination nationale des Comités locaux de suivi de la Transition (CST) a pris ses responsabilités en mettant en place une cellule de veille et d'alerte dont la mission fondamentale est de faire une observation active et responsable de toutes les manifestations et alerter à temps l'opinion nationale et internationale en vue de prévenir les risques de trouble à l'ordre public, de violences de tout genre et de tout acte de nature à menacer la paix sociale.

Ainsi, suite aux récents développements de la situation sociopolitique Guinéenne relative aux manifestations de rue du 23 Juin 2022, la Cellule de veille et d'alerte a pris contact avec toutes ses bases du Grand Conakry pour collecter et remonter à la coordination nationale, les informations sur la planification et l'organisation de toute sorte de manifestation dans leurs quartiers.

Par ce présent, la Cellule de veille et d'alerte vous livre le contenu des informations qui lui sont parvenues à travers les quartiers du grand Conakry, dont la teneur est :

1- La préparation des contre-manifestations en cours : dans certains quartiers de Conakry, Coyah et Dubreka, certains jeunes envisagent de manifester si l'Etat ne fait rien, pour s'opposer à toute manifestation dans leur quartier, à raison des multiples violences qu'ils ont enregistrées lors des précédentes manifestations;

2- Des prémices de trouble à l'ordre public lié à la pénurie de carburant : depuis 72h, le manque de carburant par endroit, l'afflux dans certaines stations et la montée des prix du carburant sur le marché local (20 à 30 mille le litre), créé la colère et le risque de manifestation.

3- Des préparatifs de la manifestation du FNDC : la cellule a été informée dans la nuit du 21 juin 2022, que

des responsables du FNDC et certains acteurs politiques distribuent de l'argent aux jeunes, les dotent des litres d'essence, d'huile de moteur, de pneus, et les approvisionnent en stupéfiants (tramadol, chanvres indiens) dans les quartiers de Dabomdy 1, Gbéssia centre, Dabondy rail dans la commune de Matoto ; Bonfi dans Matam ; Hamdalaye 1 et 2, Koloma, Wanindara 2 et 3, Sonfonia gare, , Dar-es-Salam, Simbaya Gare 2 et Nassouroulaye dans la commune de Ratoma. L'objectif est de semer le désordre et la terreur dans Grand Conakry par des jeunes sous l'emprise de la drogue en brûlant des pneus sur les trottoirs à travers des jets des cailloux, gênant la circulation et érigeant des barricades pour rançonner des paisibles populations du Grand Conakry, le 23 juin

dès 5h du matin si la manifestation est maintenue.

Face à ces informations, la cellule de veille et d'alerte recommande vivement à tous les acteurs sociopolitiques et aux citoyens de renoncer à toute forme de manifestation et de privilégier le dialogue et la paix sociale en cette période transitoire. Elle interpelle également le Gouvernement à rassurer les citoyens sur cette question de pénurie de carburant et à prendre toutes les mesures idoines pour prévenir de telle situation.

La cellule s'engage tout au long de cette transition, à renforcer sa vigilance citoyenne afin de prévenir toute sorte de violence pendant cette période sensible. », indique le communiqué N°001 de la cellule de veille et d'alerte du CST.

Kéfina Diakité



EXAMENS NATIONAUX

Plus de 300 candidats fraudés en 2022

A la faveur d'un point de presse qu'il a animé le vendredi 24 juin, le ministre de l'Enseignement pré-universitaire et de l'Alphabétisation, Guillaume Hawing, a dressé le bilan de la supervision des examens nationaux session 2022. Il a révélé que sur les trois examens nationaux, 364 candidats pris en flagrant délit ont été fraudés.



Proverbe Africain

“Le vieux se chauffe avec le bois récolté dans sa jeunesse.”

Les examens nationaux, session 2022, se sont déroulés du 6 au 21 juin. L'honneur est revenu aux candidats au Certificat d'Etudes Elémentaires (Entrée en 7^{ème} Année) d'ouvrir le bal desdits examens. Ils ont été suivis par les candidats au BEPC (Brevet d'études du Premier cycle). La boucle a été bouclée par le baccalauréat unique. Mais il faut reconnaître que si pour les deux premiers examens, peu de cas de fraudes ou de tentatives de fraude ont été signalés, au baccalauréat, beaucoup de candidats se sont fait éliminer, pour avoir enfreint les règlements édictés par le ministère de tutelle. A la faveur d'un point de presse qu'il a animé le vendredi 24 juin, le ministre de

l'Enseignement pré-universitaire et de l'Alphabétisation, Guillaume Hawing, a dressé le bilan de la supervision des examens nationaux session 2022. Il a révélé que sur les trois examens nationaux, 364 candidats pris en flagrant délit ont été fraudés, 35 cas de substitutions notifiés, 12 cas de démission enregistrés au baccalauréat unique, 688 téléphones ont été saisis sur les candidats et 175 enseignants ont été éliminés de ces examens.

Tidiane Diallo

Lisez le journal numérique sur le site



www.kefinafasso.com

Notre site indépendant d'information tous azimuts.

FÉGUIFOOT

Le regard d'un président de club sur le CONOR

Almamy Saïdou Sylla, président du club de football SOAR Académie, dans une interview accordée à Mediaguinee, a donné son avis sur les six mois de gestion du CONOR, le Comité de normalisation du football guinéen mis en place par la FIFA.



« A ce jour, c'est difficile pour moi de les juger. J'estime que l'objectif central consiste à l'organisation des élections. Et vous le savez, j'étais candidat à l'élection du poste de vice-président. Et donc, nous savons qu'ils ont jusque-là assuré la ges-

tion courante en mettant en place un certain nombre de choses. Je pense qu'ils seront jugés sur l'organisation des élections et le respect du timing. Pour ce qui est de cette gestion courante, notamment le cas de l'équipe nationale A avec la nomina-

tion d'un sélectionneur qu'on ne peut juger avant de le voir à l'œuvre sur son propre projet. C'est vrai que Kaba Diawara avait déjà géré l'intérim, mais il était face à des situations dont il n'était pas totalement responsable. Récemment, nous avons été reçus par les membres du CONOR en tant que membres statutaires. Nous leur avons fait des propositions pour lesquelles nous attendons des réponses. En plus, nous leur demandons d'accélérer le travail, même si nous sommes aussi conscients de la crise qui a précédé leur installation par la FIFA. Nous ne sommes pas contre cela. Nous leur demandons de nous associer afin d'accélérer le processus de normalisation. Personnellement, je suis à leur disposition et j'attends des résultats pour juger. », a déclaré Almamy Saïdou Sylla, président de SOAR Académie.

Kèfina Diakité

RDC

Le cercueil de Lumumba exposé dans son village natal d'Onalua



La relique de Patrice Emery Lumumba, son esprit aussi, reposent enfin sur ses terres natales dans le Sankuru. Depuis mardi 22 juin dans l'après-midi, le cercueil de l'un des héros de l'indépendance du Congo est exposé au milieu de son village à Onalua. Une étape importante pour que le deuil puisse enfin se faire, 61 ans après son assassinat. Les habitants sont venus en nombre lui rendre hommage. Récit de ce dernier

voyage de l'icône Lumumba.

La route principale du petit village d'Onalua est entièrement coupée à la circulation. Au centre, trône désormais le cercueil de **Patrice Lumumba**. À côté, des tentes et des chaises ont été installées pour accueillir tous ceux qui veulent lui rendre hommage.

Certains sont venus de très loin

Et certains sont venus de loin, de toute la province du Sankuru. C'est le cas de Michel, très ému. Il nous explique que vu son jeune âge, il n'a pas connu Patrice Lumumba, mais qu'il partage **ses idées, son idéal de société**. Il est aussi très touché de voir la **famille du premier Premier ministre** congolais, ses fils Roland et François, mais surtout les petits-enfants. Pour eux, cette visite au village, c'est une première et Yéma, une des petites-filles, nous confie son bonheur de mettre enfin une image sur des lieux dont elle a beaucoup entendu parler. « *Cela ressemble à ce que j'imaginai* », nous dit-elle.

Les larmes aux yeux

Régulièrement, des personnes s'avancent vers la dépouille pour se recueillir. Certains ont les larmes aux yeux, d'autres ont le sourire. Une atmosphère de deuil, il est vrai, un peu particulière, car à la tristesse se mélange une certaine joie, celle de célébrer enfin le héros national aux sons des tambours et des chants traditionnels.

RFI

LOI SUR LE DROIT D'AUTEURS

Les précisions du DG du FODAC

Le vendredi 24 juin, Malick Kébé, le directeur général du Fonds de développement des arts de Guinée (FODAC), a animé un point de presse au cours duquel il est revenu sur la signature par le président de la transition, le colonel Mamadi Doumbouya, d'un décret sur le droit d'auteurs.

« Cette loi sur le droit d'auteurs qui a été signée va combler assez de vide. Ça va permettre à certains artistes de vivre de leur sueur. Parce que des prélèvements vont se faire directement au niveau de la douane. Nous avons beaucoup de produits qui rentrent dans notre pays qui sont susceptibles de copier soit l'image ou le son mais, malheureusement qui ne sont pas taxés.

Nous savons que quand ça rentre, les gens peuvent éventuellement faire des copies et si nous ne prélevons pas quelque chose à la source avant, tout ce qu'ils feront comme copie ne sera pas rémunéré. D'où la mise en place de cette loi. Et surtout, le décret d'application afin que toutes les autorités compétentes que

chacune prenne ses dispositions afin que le prélèvement de ces fonds-là se passe dans les meilleures conditions.

Et ces fonds seront reversés au niveau du bureau guinéen des droits d'auteurs qui, à son tour, reversera une partie au fonds de développement des arts et de la culture (FODAC), pour permettre le développement du secteur de la culture qui a tant besoin de moyens pour pouvoir sortir de l'ornière », a indiqué Malick Kébé, le directeur général du Fonds de développement des arts de Guinée (FODAC). Reste à savoir si cette loi sera appliquée à la lettre dans l'intérêt des artistes dont la plupart tirent le diable par la queue.

Kèfina Diakité



DRAME DE MELILLA

Au moins 23 migrants morts, Madrid accuse « les mafias »

Des voix s'élèvent samedi au Maroc pour réclamer une enquête « approfondie » au lendemain de la mort d'au moins 23 migrants lors d'une tentative d'entrée massive dans l'enclave espagnole de Melilla, située en territoire marocain, tandis que l'Espagne a dénoncé avec force des « mafias » et « une attaque » contre son « intégrité territoriale ».

« Nous insistons sur l'ouverture d'une enquête approfondie pour élucider toutes les circonstances de ce drame », a plaidé samedi soir Omar Naji, chargé du dossier des migrants au sein de l'Association marocaine des droits de l'homme (AMDH) à Nador, ville limitrophe de Melilla (nord du Maroc).

« C'est du jamais vu à Nador ou au Maroc en général », a témoigné M. Naji dans une interview à l'AFP, faisant état de 27 morts parmi les migrants originaires d'Afrique subsaharienne. « Un bilan qui va sans doute s'alourdir au vu de la violence des affrontements », a-t-il souligné.

Selon une source des autorités locales marocaines, 23 migrants en situation irrégulière ont péri lorsque près de 2.000 d'entre eux ont tenté de pénétrer par la force vendredi matin dans l'enclave espagnole.

Cette source a ajouté que « 18 migrants et un membre des forces de l'ordre restent sous surveillance médicale ».

– « Assaut violent et organisé » –

Le Premier ministre socialiste espagnol, Pedro Sánchez, a décrit ce drame comme un « assaut (...) violent et organisé de la part de mafias qui se livrent au trafic d'êtres humains, contre une ville qui est un territoire espagnol ».

« Par conséquent, il s'est agi d'une attaque contre l'intégrité territoriale de notre pays », a-t-il ajouté lors

d'une conférence de presse à Madrid.

Au total, 130 migrants sont parvenus à entrer vendredi à Melilla, dont l'un restait hospitalisé, selon des sources de la préfecture espagnole. Il s'agit majoritairement de Soudanais, selon un photographe de l'AFP qui a pu leur parler.

Ceux qui ont péri ont trouvé la mort « dans des bousculades et en chutant de la clôture de fer » lors d'« un assaut marqué par l'usage de méthodes très violentes de la part des migrants », selon les autorités locales marocaines.

Le bilan humain est – de très loin – le plus meurtrier jamais enregistré lors des nombreuses tentatives de migrants subsahariens de pénétrer à Melilla et dans l'autre territoire espagnol de Ceuta. Ces deux enclaves constituent les seules frontières de l'UE avec le continent africain.

L'Organisation internationale pour les migrations (OIM) et le Haut commissariat des Nations Unies aux réfugiés (HCR) ont réagi conjointement pour exprimer « leurs plus vives inquiétudes » et rappeler la nécessité « en toutes circonstances de prioriser la sécurité des migrants et des réfugiés » et « l'importance de trouver des solutions durables pour les personnes en situation de déplacement ».

Au Maroc, des ONG d'entraide aux migrants se sont jointes à l'AMDH pour exiger une enquête « transparente et sérieuse ».



Un grand syndicat marocain qui défend aussi les droits des travailleurs migrants, l'Organisation démocratique du travail (ODT), a exhorté le gouvernement « à ouvrir une enquête sur ce drame tragique et à faire le nécessaire en faveur des victimes des deux côtés », clandestins et policiers.

En Espagne, une députée européenne du parti de gauche radicale Podemos, allié des socialistes au sein du gouvernement minoritaire de M. Sánchez, leur a fait écho. « Une enquête est nécessaire pour éclaircir les faits et les responsabilités », a réclamé dans un tweet

Idoia Villanueva, responsable de Podemos pour les affaires internationales.

De nombreux témoignages mettent en avant la violence de part et d'autre lors des événements de vendredi.

« C'est la tentative » d'entrer à Melilla « la plus violente que j'ai jamais vu », a confié Rachid Nerjari, serveur dans un café situé en face de la clôture qui marque la frontière, dans le quartier marocain de Barrio Chino. Il a assuré avoir vu « des migrants armés de bâtons et de barres de fer ».

L'action des forces de sé-

curité marocaines suscite également de nombreuses interrogations.

Tout en reconnaissant que l'assaut des migrants avait été « violent », Eduardo de Castro, le président (maire) de Melilla et plus haute autorité politique de cette ville autonome, a ainsi dénoncé une « réponse disproportionnée » du Maroc.

Pour Mohamed Amine Abidar, le président de la section de l'AMDH à Nador, « la cause principale de cette catastrophe est la politique migratoire menée par l'Union européenne en coopération avec le Maroc ».

Sur les lieux, le calme était revenu samedi à Nador, cité limitrophe de l'enclave espagnole, ainsi qu'aux alentours de la clôture de fer qui sépare le Maroc de Melilla.

Et il n'y avait aucune trace de migrants en ville. Selon M. Abidar, ils se seraient « éloignés de peur d'être déplacés par les autorités marocaines », généralement vers le sud du pays.

Cette tentative d'entrée massive dans l'une des deux enclaves espagnoles est la première depuis la normalisation en mars des relations entre Madrid et Rabat, après une brouille diplomatique de près d'un an.

AFP

MALI

En fin de mandat, quel avenir pour la Minusma ?

Alors que leur mandat doit expirer jeudi 30 juin 2022, les casques bleus engagés au Mali seront édifiés ce mercredi sur leur renouvellement ou non lors d'un vote du Conseil de sécurité des Nations unies.

En avril 2012, le Mali, immense pays sahélien, se retrouve coupé en deux. Des groupes jihadistes et rebelles touaregs s'emparent d'une grande partie du territoire et font régner leur loi, provoquant le

renversement du président Amadou Toumani Touré (ATT). Chef de l'Etat par intérim, Dioncounda Traoré accepte en janvier 2013 l'intervention de la Mission internationale

de soutien au Mali (Misma), sous autorité africaine, devenue plus tard la Mission multidimensionnelle intégrée

(Suite P.10)

DAN MILLMAN

«Le secret du changement consiste à concentrer son énergie pour créer du nouveau, et non pas pour se battre contre l'ancien.»

GRANDE GUERRE

Le trésor photographique d'un couple de fermiers de la Somme

En 1914-1918, le village de Vignacourt, dans la Somme, était une importante base arrière pour les soldats alliés. Un couple, passionnés de photographies, a laissé un véritable trésor, témoignant de la vie à l'arrière-front. Un trésor qui a failli sombrer dans l'oubli, puisqu'il n'a été retrouvé qu'un siècle plus tard, dans le grenier de leur ferme.

Les portraits sont saisissants. On y voit des soldats Australiens, Canadiens, Écossais, Népalais, Sénégalais... Certains ont le visage grave, fermé, où l'on peut lire l'horreur de la guerre. D'autres ont un léger sourire au coin des lèvres. Les yeux plantés dans l'objectif du couple Thuillier.

Lors de la Grande Guerre, Antoinette et Louis Thuillier ont installé un véritable studio photo, chose rare à l'époque, dans leur ferme, située au cœur du village de Vignacourt, dans la Somme (nord de la France). Louis, blessé à la guerre, est passionné de nouveautés, et apprend à sa femme à se servir de son appareil photo à plaques. Dans le studio improvisé, tous les deux immortalisent ceux qui le souhaitent, à petit prix. Des dizaines et des dizaines de soldats défilent devant leur objectif. Ils utilisent les photos comme cartes postales pour envoyer des nouvelles à leurs familles.

Devant l'objectif, il y a aussi des civils, femmes et enfants, ou travailleurs, habitants de Vignacourt, se mêlant aux soldats. Au total, le couple prend plus de 4000 plaques photographiques. « La qualité des photos est incroyable, on peut zoomer sur les habits des soldats, et voir nettement leur numéro de bataillon, par exemple », détaille Valérie Vasseur, la responsable du centre d'interprétation de Vignacourt 14-18.

Une découverte près d'un siècle plus tard

Le musée a été créé dans l'ancienne ferme des



Thuillier, en 2018. Car le trésor photographique n'a été découvert que très tardivement, près d'un siècle après la guerre. « Elles auraient pu sombrer dans l'oubli, mais grâce à des passionnés et une bonne dose de chance, elles ont été retrouvées », témoigne Valérie Vasseur.

Une fois l'armistice signé, les soldats quittent Vignacourt. Le couple se voit contraint d'arrêter la photo. Louis Thuillier le vit mal, tombe en dépression, et se suicide en 1931. Les plaques photographiques sont alors remises dans de grandes malles, au grenier, loin des yeux d'Antoinette et de son fils Robert, qui essayent de survivre à la tragédie.

En 1988, le maire de l'époque, baptisent deux rues du village pour honorer la mémoire des Australiens venus combattre sur ses terres. Une exposition est organisée pour l'évènement, et Robert Thuillier demande à un ami photographe de développer quelques photos de ses pa-

rents. Des photos qui resteront accrochées dans la mairie.

En 1990, un historien amateur, de passage dans le village, les découvre. Convaincu qu'il tient là un témoignage exceptionnel, il entame des recherches pour retrouver d'autres photos. En 1996, le fils des Thuillier meurt, et la ferme est mise en vente. Elle restera sans acquéreur pendant près de 20 ans.

La télévision australienne filme la découverte

En 2011, les recherches de l'historien amateur arrivent aux oreilles de la télévision australienne, Seven Network. Dans la Somme, 11 000 soldats australiens sont morts pendant la Grande Guerre, le pays cultive donc un important devoir de mémoire. Lorsque les journalistes de la chaîne débarquent à Vignacourt, ils obtiennent l'autorisation de la petite-fille des Thuillier, pour pénétrer dans la ferme, à l'abandon. Dans le grenier, ils découvrent d'énormes malles poussiéreuses, et les 4 000 plaques photographiques, quasiment intactes.

Un riche homme d'affaires australien achète ces plaques et elles sont prêtées à l'Australian Memorial War. Un long travail de recherche démarre alors, pour nommer les soldats et retrouver leurs descendances. Les Australiens créent une page

Facebook, The lost Diggers, où ils publient l'ensemble des photos et lancent un appel aux familles. « À ce jour, 230 soldats ont été identifiés, explique Valérie Vasseur, un travail que nous faisons aussi ici à Vignacourt, récemment nous avons nommé 26 soldats. »

Avant le Covid, leurs descendants venaient dans le musée pour marcher sur les traces de leurs ancêtres, « c'est très important pour eux, ils s'imprègnent des lieux, et ce sont toujours des visites émouvantes ».

Témoignage de l'arrière front

Dans le centre de

Vignacourt, des photos ont été tirées et exposées, mais il est aussi possible d'accéder numériquement à l'ensemble de la collection, via une tablette. Chaque cliché est un témoignage de la vie à l'arrière-front, et l'importance pour les soldats de se reposer, et de profiter loin des combats. « On voit notamment des soldats australiens faire un match de boxe, jouer au cricket ou encore des soirées théâtres, avec un soldat costumé en Pierrot ».

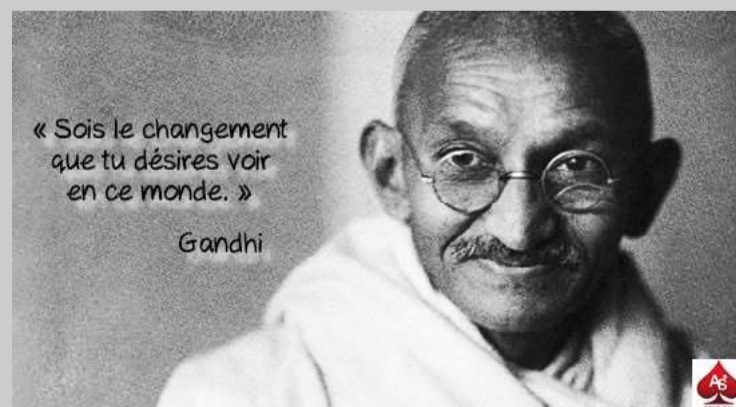
Les Thuillier ont aussi pris en photo des travailleurs chinois, venus participer à l'effort de guerre. « Il faut savoir que le monde entier est venu dans ce petit village, où les habitants n'étaient jamais allés plus loin qu'Amiens, sourit la responsable du centre, il y a des Népalais, des Indiens, des Chinois, des Sénégalais, des Marocains, etc. »

Ce trésor photographique permet donc de raconter l'Histoire, grâce à de petites histoires. Ce qui touche d'ailleurs particulièrement la responsable du centre. Car sur l'une des photos retrouvées, il y a un cliché de sa grand-mère, posant avec des Indiens.

Source : rfi.fr

GANDHI

« Sois le changement que tu désires voir en ce monde »



(On aime beaucoup cette citation sur le changement de Gandhi parce qu'elle incarne un élan, une pensée positive active qui interdit de se poser en victime. Oui, le monde n'est pas parfait, mais pour le changer, VOUS devez commencer par changer.)

Lisez le journal numérique sur le site

Kéfinafasso
www.kefinafasso.com

Votre site indépendant d'information tous azimuts.

MALI

En fin de mandat, quel avenir pour la Minusma ?

des Nations Unies de stabilisation au Mali (Minusma), en plus de l'aide militaire de la France, pour aider son pays à retrouver sa souveraineté territoriale.

Le 25 avril 2013, la Minusma est créée par la résolution 2100 du Conseil de sécurité de l'Onu. Les casques bleus onusiens sont déployés ainsi avec une mission bien différente que celle des militaires français de l'intervention Serval devenue en 2014 l'opération Barkhane.

« Guidées par trois principes fondamentaux que sont le consentement des parties, l'impartialité et le non-recours à la force (sauf en cas de légitime défense ou lorsque leur mandat le rend indispensable, les opérations de maintien de la paix sont devenues aujourd'hui polyvalentes et multidimensionnelle », décrit le rapport de la commission politique de l'assemblée parlementaire de la Francophonie sur les missions de maintien de paix de l'Onu.

Présenté en mars 2018 à Liège, en Belgique, par l'ancien député belge Alain Onkelinx, le document indique que « ces opérations sont appelés à maintenir la sécurité, mais aussi à faciliter le processus politique, à protéger les civils, à aider au désarmement, à la mobilisation et à la réinsertion des anciens combattants, à soutenir l'organisation d'élections libres, à protéger et à promouvoir les droits de l'homme et à rétablir la primauté du droit ».

Un bilan mi-figue, mi-raisin

Neuf ans après, la Minusma fait partie des treize opérations de l'Onu encore actives dans le monde. Mais pour quel bilan ?

« Remplaçant sur de nombreux plans l'Etat malien défaillant, la Minusma a rempli à minima, en lien avec d'autres acteurs y compris parmi les groupes armés signataires, des missions régaliennes : patrouille de présence, accompagnement et montée en gamme des forces de sécurité, accompa-

gnement des populations isolées ou fragiles, accompagnement des autorités politiques dans le cadre des accords d'Alger, fournitures de services de base au bénéfice des populations et médiation entre groupes armés signataires », souligne dans un document transmis à APA, Amanar-Advisor, cabinet d'intelligence stratégique et de veille sur le Sahel, basé à Strasbourg, en France.

En septembre 2013, le Mali est revenu à un ordre constitutionnel marqué par l'élection d'Ibrahim Boubacar Keita comme président de la République, à l'issue d'un scrutin à deux tours. En 2015, un accord est trouvé entre Bamako et des rebelles indépendantistes pour un retour progressif vers la paix au nord Mali. Il s'agit de l'Accord d'Alger.

Par contre, la situation sécuritaire ne s'est pas améliorée. Délogés des villes du nord, les jihadistes ont créé des foyers de tension dans le centre et ont même exporté l'insurrection en dehors du territoire malien. Ils ont remis en cause l'efficacité de la présence de l'opération Barkhane qui a remplacé l'intervention Serval en 2014 et l'action de la Minusma même si celle-ci n'est pas censée faire du contreterrorisme.

La montée de l'insécurité sera d'ailleurs l'une des causes de la déposition d'Ibrahim Boubacar Keita en août 2020 par des colonels qui, neuf mois plus tard, écartent le président de la transition Bah N'daw et son Premier ministre Moctar Ouane pour s'installer au pouvoir.

En réaction, la Communauté économique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (Cedeao) a exigé l'organisation d'élections dans un délai raisonnable pour la transmission du pouvoir aux civils, sous peine de sanctions. Une étape qu'elle franchira le 9 janvier 2022 en prononçant un embargo sur le Mali, après le report des élections présidentielle et législatives initialement prévues en février 2022.

En conflit depuis peu avec Bamako après qu'elle a décidé de réarticuler l'opéra-



tion Barkhane, Paris appuie cet embargo. Cette position braque davantage la junte malienne qui, non seulement, dénonce les accords militaires liant le Mali et la France depuis 2013, mais compromet également la conduite des opérations de la Minusma dont le mandat prend fin le 30 juin 2022.

La Division des droits humains de la Minusma n'a plus carte blanche pour enquêter sur tous les cas d'atteintes ou violations des droits de l'Homme qui lui sont rapportés. Après des allégations d'exactions contre des civils à Moura (centre), lors d'une opération de l'armée malienne accompagnée d'éléments de la compagnie militaire controversée russe Wagner, les enquêteurs de l'Onu n'ont pas été autorisés à effectuer le déplacement sur le site pour « établir les faits ». À cela s'ajoute le blocage par Bamako, depuis février 2022, de la rotation de 2480 casques bleus de sept pays d'Afrique de l'Ouest, membres de la Cedeao.

Malgré ces difficultés à mener convenablement sa mission sur le terrain, l'Organisation des Nations Unies n'a pas l'intention de quitter le Mali où elle compte à ce jour 12.266 militaires, 1720 policiers et 1180 civils déployés sur douze sites répartis en secteurs entre le nord et le centre.

La Minusma, objet de débat à l'Onu

Le 13 juin, lors de la réunion d'information sur le Mali au Conseil de sécurité, le diplomate mauritanien El Ghassim Wone, chef de la Minusma, a formulé le besoin de prolongation du mandat de la force onusienne. Pour lui, sa présence est « aussi

nécessaire que jamais » parce que les civils n'ont jamais été aussi vulnérables.

La dernière note trimestrielle de la Minusma a relevé 449 actes de violences affectant un total de 812 civils dont 543 décès imputables aux groupes armés jihadistes et aux forces de défense et de sécurité maliennes. Le rapport présenté par son représentant au Mali plaide aussi pour l'augmentation des effectifs de la Minusma de 2069 personnes en uniforme.

En outre, le Conseil de sécurité devrait normalement renouveler le mandat de la Minusma pour une année supplémentaire. Bamako y est favorable sous quelques conditions. « Pour le Mali, il est essentiel que le mandat soit centré sur la protection des populations civiles et l'appui à l'établissement de l'autorité de l'Etat sur l'ensemble de son territoire », a affirmé le ministre malien des Affaires étrangères, Abdoulaye Diop, au siège de l'Onu, à New York.

Selon le chef de la diplomatie malienne, « il est indispensable de mieux définir et articuler la notion de protection des civils dans un contexte de guerre asymétrique ».

Poursuivant, il a invité la Minusma à « prendre en compte la montée en puissance des forces de défense et de sécurité, qui sont désormais en première ligne face aux groupes terroristes ». Ces exigences risquent de transformer considérablement la mission onusienne qui doit désormais se passer du soutien de la Force Barkhane.

« Dans le cadre du renouvellement sus-indiqué sur

mandat de la Minusma et l'appui aérien de Barkhane, le Gouvernement du Mali exprime son opposition ferme à l'intervention sur son territoire de la Force Barkhane, après la décision unilatérale de retrait de ladite force et la dénonciation par le Mali des accords de défense avec la France », a rappelé Abdoulaye Diop le 13 juin, appelant « au respect de la souveraineté du Mali et des décisions prises par les autorités maliennes à cet égard ».

Il a assuré que Bamako mettra tout en œuvre pour assumer la responsabilité qui lui incombe d'assurer la sécurité du personnel déployé au Mali.

Fragile après le départ de Barkhane ?

Depuis l'annonce en juin 2021, du retrait de la France du Mali, les attaques contre les casques bleus ont connu une hausse.

Chercheur sénior à Armed Conflict Location and Event Data Project (ACLED), Hédi Nsaibia affirme avoir dénombré 55 attaques, occasionnant une vingtaine de victimes (voir graphique). Mission onusienne qui a subi le plus de pertes en vies humaines, la Minusma a déploré 257 décès de casques bleus depuis 2013. Un chiffre qui risque d'aller crescendo si des alternatives ne sont pas trouvées à l'appui de la France.

Pour le Cabinet Amanar Advisor, « l'efficacité de la Minusma après le départ de Barkhane ne passe que par un renforcement ». Ce renforcement paraît nécessaire avec la réquisition par l'Ukraine de ses six hélicoptères mis auparavant à la disposition de la Minusma.

Dans ce contexte, la décision de l'Allemagne de « renforcer son contingent pour notamment assurer la protection de la plateforme aéroportuaire du Supercamp de Gao » est une bouffée d'oxygène. « Mais, des compétences vont rester en souffrance », reconnaît Amanar-Advisor qui fait allusion à « certaines fonctions supports critiques, comme le soutien sanitaire » qu'assurait Barkhane.

**BANQUE DE GRANDE CLIENTELE ET +
D'INVESTISSEMENT**

Financement
du commerce

Gestion
de trésorerie

FICC

Gestion de titres,
d'actifs et de patrimoine

Banque
d'investissement

**Nous sommes la
meilleure Banque
de financement
du commerce en
Afrique de l'Ouest**

**Nous sommes fiers d'avoir été élus
Meilleure Banque de financement
du commerce d'Afrique de l'Ouest
lors des prestigieux prix Leaders
in Trade de Global Trade Review.**



**GTR 2022
Leaders
in Trade**



Nous remercions tous nos clients et partenaires. Votre soutien nous permet de continuer à proposer des solutions innovantes de financement du commerce.

Rendez-vous sur ecobank.com ou dans votre agence Ecobank la plus proche, pour en savoir plus au sujet de nos solutions de financement du commerce.